



CATALONIA IN THE EUROPEAN COMMUNITY

Carles A. Gasòliba

University of Swansea  
Wales

29th. April 1993

## Catalonia, an old European nation

With the Iberian integration in the European Communities, we, the catalans, have come back home. Our origin is in the Charlemagne's project in order to build up a new European empire. We were at the edge of this empire and, in fact, we are part of the Carolingean Europe. This origin has marked us since then, making a big difference from the rest of the Iberian nations that are based on the old visigothic kingdoms recuperated from the Arab conquest.

Catalonia has its own culture and its own language : the catalan, which is the official language in Catalonia and its use is extended to all levels ( mass communication, education from primary school to university, etc ).

Our origins are grounded on an European project, and the catalan society has always been linked with the European models. Catalonia takes the evolution in the Middle Age and, afterwards, with the industrial revolution, Catalonia becomes the engine of Spain and it's the base of the present Catalan society as an European mature industrial society.

From an historical, cultural, political and social point of view we, the catalans, have welcomed the integration for these reasons: it was a renewed connection with our historical origins. In the field of culture, it was the continuation of our tradition: plastic artists formed in Paris; Doctors and Physicians in Montpellier or in Germany; Opera Singers in Italy; Designers in Switzerland, Germany or Italy; Writers and Philosophers by the schools of Paris or Germany.

In the field of politics it's necessary to emphasize the democratic recognition and a guarantee of the political stability within a democratic system, but do not forget that in 1981 there was an attempt of " coup d'état " that shadowed another one much more serious.

Socially there was the renewed encounter with the European model of society always desired by the catalans. Remember the words of the poet Salvador Espriu saying that we like going always to the North, or the ones from our regeneracionist philosopher, Feliu de la Penya, at the end of XVIIth. century proposing to become the Netherlands of the South.

### A Competitive economy

The only problem was to see whether the Catalan economy was well fitted enough to accept the new competition arising from the European integration. Our experience has been highly positive in the period 1986-1991. Now, we are suffering serious difficulties but I doubt that the origin of those ones may be due to our position within the EEC.

Catalonia is the main economic area in Spain. Our six million people represent 15 % of the Spanish population, but Catalonia provides 20 % of the gross domestic product of Spain; 25 % of the manufactured products.

Our productive structure is really very mature :

|                        | <u>Catalonia</u> |         | <u>Spain</u> |        |
|------------------------|------------------|---------|--------------|--------|
| Agriculture + Forestry | 2.02             | 2.02    | 7.8          | 7.8    |
| Industry               | 31.89            | > 38.25 | 24.3         | > 39.7 |
| Construction           | 6.26             |         | 15.4         |        |
| Services               | 59.81            | 59.81   | 18.7         | 18.7   |

Our foreign trade is dominated by our relationship with with the EC:

|           |                  |                  |
|-----------|------------------|------------------|
| EEC       | 62.8 ( Imports ) | 70.9 ( Exports ) |
| Total EUR | 70.4 ( Imports ) | 79.2 ( Exports ) |

*Le Président*



## ENTRER DANS LE XXI<sup>e</sup> SIECLE

### LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE EUROPEENNE

- . Voir loin et large, sans négliger le court terme (renforcer l'initiative européenne de croissance), ni la gestion de la transition vers la nouvelle économie.
- . A cette fin, bien considérer les structures fondamentales de l'économie européenne et ses faiblesses présentes :
  - 1/ elle ne crée pas assez d'emplois;
  - 2/ sa compétitivité faiblit à nouveau depuis deux ans.
- . Pourtant, l'économie européenne a prouvé qu'elle pouvait sortir de l'euroscclérose : neuf millions d'emplois nouveaux créés entre 1985 et 1990.
- . Nous devons donc retrouver l'élan pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle, en nous fondant sur l'intégration économique et monétaire, les potentialités non encore utilisées du grand marché, la nouvelle vague de progrès technique et d'innovation. Nous pouvons le faire, car nous savons le faire.
- . Après une analyse de nos forces et de nos faiblesses, viennent les propositions qui pourraient être intégrées dans un projet européen à moyen terme de renouveau économique :

### "ENTRER DANS LE XXI<sup>e</sup> SIECLE"

- . Si les Chefs d'Etat et de Gouvernement en acceptaient les grandes lignes, ce cadre pour l'action pourrait être adopté par le Conseil Européen de décembre 1993.

## FORCES ET FAIBLESSES DE L'ECONOMIE EUROPEENNE

- 1/ Le chômage massif, le talon d'Achille des sociétés européennes, un danger majeur pour notre cohésion sociale.
- 2/ La compétitivité s'est affaiblie depuis 1991, par rapport au Japon et aux Etats-Unis. Mais nous pouvons retrouver le dynamisme des années 1985-90.
- 3/ La nouvelle division internationale du travail nous affecte gravement. Comment concilier solidarité interne (et lutter contre le chômage) avec la solidarité externe (et aider au développement des pays pauvres) ?
- 4/ Les conséquences du progrès technique : a priori destruction d'emploi, mais possibilité de renverser la tendance (grands réseaux, infrastructure de l'information, formation permanente...).
- 5/ La croissance économique est absolument nécessaire, mais insuffisante pour réduire le chômage. Nous pouvons retrouver un régime de croissance de 3% l'an, à certaines conditions. Mais seul un nouveau modèle de développement permettra de créer davantage d'emplois.
- 6/ Les politiques du marché du travail : elles sont mal orientées et ne disposent pas de moyens suffisants, dans les services de l'emploi, dans la création d'activités économiquement et socialement utiles, dans les possibilités offertes par la formation tout au long de la vie.

FORCES ET FAIBLESSES DE  
L'ECONOMIE EUROPEENNE

LE CHÔMAGE MASSIF

TALON D'ACHILLE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

- . L'économie européenne a créé moins d'emplois que les économies américaines et japonaises.

Création nette d'emplois  
de 1970 à 1990

|       |               |
|-------|---------------|
| USA   | 28,8 millions |
| JAPON | 11,7 millions |
| CE    | 8,8 millions  |

- . Pourtant, de 1985 à 1990, sous l'impulsion de l'objectif 1992, l'économie européenne a montré qu'elle était capable de générer croissance et emplois.

Création nette de 9 millions d'emplois.

- . La structure du chômage, en Europe, est inquiétante.
  - 16 chômeurs sur 100 ont moins de 25 ans  
(variation chez les Etats membres: de 4 % à 32 %)
  - En 1991, un chômeur de moins de 25 ans sur cinq attend un travail depuis plus de deux ans.
  - 45 sur 100 des chômeurs sont sans emploi depuis plus d'un an, 28 depuis plus de 2 ans.

- . Pour évaluer la force de travail inutilisée, et donc la richesse humaine gaspillée, il convient d'ajouter que depuis vingt ans, les pays européens ont encouragé la sortie de millions de personnes, grâce à la pré-retraite et au régime d'invalidité. Toutes les possibilités sont épuisées dans ces domaines en raison d'une évolution démographique qui conduit à une réduction très sensible des actifs par rapport aux inactifs. Ce qui explique déjà, en partie, les difficultés de financement des systèmes de sécurité sociale.

Nombre actuel d'inactifs pour 100 actifs

|       |     |
|-------|-----|
| CE    | 124 |
| USA   | 98  |
| JAPON | 89  |

Conclusion: L'Europe doit se fixer, comme priorité vitale, la création d'opportunités de travail économiquement ou socialement utile.

Pour lutter contre l'exclusion et la rupture du lien social (il y aurait plus de 50 millions d'exclus dans la Communauté).

Pour que le travail redevienne le facteur central d'intégration sociale, car faute de telles possibilités offertes aux jeunes en particulier, la tentation est grande de gagner sa vie par d'autres moyens (économie noire, délinquance, drogue).

Pour que le nombre d'emplois soit suffisant pour financer et donc consolider nos acquis en matière de protection sociale.

5

---

**FORCES ET FAIBLESSES DE  
L'ECONOMIE EUROPEENNE**

**LA COMPETITIVITE**

**Un constat alarmant**

- . L'économie européenne perd des parts de marché par rapport aux deux autres membres de la Triade:

**Gains ou pertes de marché à l'exportation de biens au cours des années 80 - calculés en volume :**

| CE    | USA   | JAPON |
|-------|-------|-------|
| -3,7% | +2,2% | +0,5% |

- . Le facteur le plus inquiétant est que l'économie européenne est relativement faible dans les produits à forte croissance mondiale. Sa structure n'est donc pas encore adaptée en fonction des secteurs porteurs d'avenir.

(voir tableau 2 ci-joint)

- . Le nombre des travailleurs formés pour les qualifications les plus élevées est relativement moins important qu'au Japon et aux Etats Unis.

39 % en Europe  
75 % aux Etats Unis  
76 % au Japon

Les pistes pour un redressement

- . Dégager des ressources supplémentaires en ressources humaines et en argent pour la recherche-développement.
- . Diffuser et appliquer plus rapidement les innovations, par une meilleure coopération entre les entreprises européennes.

Exemples:

Dans le secteur automobile:

la voiture propre  
les nouveaux matériaux

Dans les secteurs des télé-  
communications et de l'infor-  
mation:

la révolution digitale;  
la combinaison révolutionnaire  
entre la voix, l'image, le texte  
(le téléphone, le téléviseur et  
le téléfax)

- . Elever, dans le cadre notamment d'un programme type ERASMUS, le niveau de qualifications pour un nombre croissant d'étudiants aptes à travailler dans toute la Communauté.
- . Mieux coordonner les politiques nationales de recherche et concentrer davantage les actions communautaires (qui ne représentent que 4% du total des dépenses de recherche dans la CE).

7

FORCES ET FAIBLESSES DE  
L'ECONOMIE EUROPEENNE

**LA NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

**NOUS ATTEINT DE PLEIN FOUET**

- . Globalisation des marchés
- . Globalisation des stratégies d'entreprises
- . Attractivité des pays en voie d'industrialisation  
(ASEAN - Chine - Mexique...)
- . Importance de la recherche-développement et de l'innovation au  
service de la stratégie des entreprises

**D'où deux problèmes essentiels :**

(1) La compétition acharnée au sein de la Triade

(2) L'accélération des délocalisations et ses conséquences



## (2) L'ACCELERATION DES DELOCALISATIONS

Cette accélération est incontestable. Elle est due :

- 1/ à des écarts considérables de coûts salariaux entre les pays de la Triade et les pays en cours d'industrialisation (PEI), et ceux en voie de développement (PVD);
- 2/ au fait que certains pays échappent aux contraintes liées à l'environnement;
- 3/ enfin, à la possibilité qu'ont des pays à coûts salariaux faibles, de maîtriser rapidement des techniques sophistiquées (Amérique Latine - Inde - pays membres de l'ASEAN).

Le mouvement prend deux formes :

- \* Investissements directs dans les pays les plus attractifs : par cette croissance externe (à la Communauté), les entreprises européennes entendent aussi être présentes sur de nouveaux marchés aux potentialités énormes (Chine-Inde-ASEAN-Mexique comme visa pour le NAFTA);
- \* Développement de la sous-traitance à moindre coût (phénomène spectaculaire en Hongrie, Pologne, République tchèque,...). Au total, la sous-traitance croît trois fois plus vite que la production industrielle européenne.

A contrario, les mouvements au sein de la Triade profitent en partie à la Communauté Européenne. A titre d'exemple, citons le Japon qui consacre 17% de ses investissements extérieurs à l'Europe, contre 7% il y a dix ans.

D'où les débats en cours au sein de la Communauté Européenne sur les moyens de concilier solidarité externe (la lutte contre le chômage dans la Communauté) et solidarité externe (le développement des pays pauvres ou moyennement riches).

- . L'efficacité des instruments de défense commerciale de la CE contre l'usage abusif d'aides publiques ou les comportements de dumping; une proposition de la Commission est en cours de discussion devant le Conseil des Ministres;
- . L'adéquation des taux de change souvent sous-évalués dans les pays d'Asie et du Pacifique;
- . L'insertion éventuelle dans un code de commerce mondial de clauses relatives à l'environnement et au niveau des salaires et de la protection sociale;
- . Le respect des droits de l'homme et, notamment, la protection des enfants (1).

Citons, pour illustrer l'actualité de ces débats, les propos récents du Secrétaire Général de l'OCDE (début juin, lors de la réunion ministérielle):

"La question se pose des compléments à apporter aux règles du système multilatéral actuel, pour l'adapter aux changements qu'entraîne la globalisation des marchés et de la gestion des entreprises. Il faut donc non seulement se hâter de conclure l'Uruguay Round, dont les travaux préparatoires ont commencé voici bientôt dix ans, mais encore se préoccuper de compléter dès que possible le corps de règles multilatérales, afin de répondre aux besoins rapidement changeants d'une économie globalisée".

---

(1) D'après les organisations internationales, cent millions d'enfants au moins seraient exploités dans le travail.

11

FORCES ET FAIBLESSES DE  
L'ECONOMIE EUROPEENNE

**LES CONSEQUENCES DU PROGRES TECHNIQUE  
POURRAIENT ETRE PLUS PROMETTEUSES**

- . C'est une matière à querelle constante tout au long de l'histoire économique.
- . Généralement, les grandes vagues de diffusion de l'innovation et du progrès technique ont coïncidé avec une augmentation de l'emploi (énergie à la vapeur et chemins de fer, puis électricité et mécanisation lourde, puis automobile et autres biens de consommation durable).
- . Dans chaque période du passé, on a pu constater que, lorsque la diffusion du progrès technique avait touché un certain nombre de pays, la concurrence devenait plus sévère, la création nette d'emplois se ralentissait.
- . Mais, cette fois-ci, avec la vague d'innovations déclenchée par la révolution de l'information et qui est loin d'être terminée, on assiste à une diminution de l'emploi dans les secteurs concernés, sauf au Japon. Il est vrai que cette révolution porte davantage sur le "comment produire" que sur le "quoi produire".
- . En d'autres termes, d'une part, les entreprises ne peuvent pas suivre le rythme des innovations qui leur sont proposées et, d'autre part, la société n'est pas en mesure, ni par sa culture, ni par son mode de travail ou de vie, d'absorber toutes ces nouveautés.
- . Or, le progrès technique peut nous ouvrir une nouvelle phase de prospérité,
  - d'une part, en nous aidant à améliorer notre compétitivité dans des branches d'activité traditionnelles fortes en Europe, comme l'automobile, les transports...;
  - d'autre part, en nous offrant une gamme étendue de nouvelles possibilités d'accès à l'information, à l'éducation, à la culture, en ouvrant des perspectives très larges pour l'échange à distance (télétravail, formation, soins de santé...).

-2-

Ce sont les raisons pour lesquelles la Communauté, ses Etats membres et ses entreprises doivent retrouver une position avancée dans les nouvelles technologies affectant :

- les transports, aériens et ferroviaires notamment;
- l'environnement (la voiture propre, l'évaluation permanente de la qualité de l'air, de l'eau...);
- l'organisation des ensembles urbains, pour faciliter la circulation des personnes, les échanges humains, l'accès à l'éducation et à la culture, la lutte contre l'exclusion sociale.

De ce point de vue, l'innovation la plus révolutionnaire consistera en un instrument d'échange, de collecte et de mémoire, associant la voix, l'image et le texte. Cette nouvelle bataille technologique, l'Europe doit la gagner et donc investir en hommes et en recherche. Ce sera une stimulation extraordinaire pour les industries des télécommunications, des téléviseurs, des ordinateurs, des services informatiques.

Les experts s'accordent à considérer qu'il en résultera des bouleversements positifs pour nos entreprises et pour le développement de millions de postes de travail, notamment dans le travail à distance et dans les services. Une nouvelle version d'une économie décentralisée et du slogan déjà oublié : "small is beautiful".

## FORCES ET FAIBLESSES DE L'ECONOMIE EUROPEENNE

### LA CROISSANCE ECONOMIQUE EST NECESSAIRE

#### MAIS PAS SUFFISANTE

La croissance est nécessaire. Le graphique ci-joint montre que, dans la Communauté, le chômage n'a reculé qu'à une seule période, entre 1986 et 1990. Cette période, qui fut en partie stimulée par la perspective du grand marché, fut une période exceptionnellement stable en croissance soutenue de l'ordre de 3,2% en rythme annuel, soit supérieure de 0.5 point au rythme moyen de croissance des deux dernières décennies.

Il ne faut pas compter seulement sur la croissance pour réduire le chômage. Compte tenu du rythme actuel de croissance des ressources en main-d'oeuvre (de 0.5% à 0.6%) et des tendances spontanées de la productivité par tête (environ 2% l'an), il faudrait une croissance d'au moins 3% l'an pour réduire le chômage - (ce qui ne serait même pas suffisant pour lutter contre le chômage de longue durée et la marginalisation d'une partie de la population).

Il faut donc aussi enrichir le contenu en emplois de la croissance. De la décennie 70 à la décennie 80, le contenu en emplois de la croissance dans la Communauté s'est sensiblement enrichi. Le "seuil de croissance nécessaire à la création d'emploi" s'est abaissé de 4% au début de la décennie 70, à 2% au milieu des années 80.

Cette évolution est principalement due à l'accroissement de la création d'emplois dans le secteur tertiaire, facilité par la modération de la croissance des salaires réels et, dans certains pays, par le recours accru au travail à temps partiel.

#### Salaires réels, croissance et emploi

|                        | 1974-82 | 1983-90 |
|------------------------|---------|---------|
| PNB                    | 1.9     | 2.8     |
| Salairé réel           | 2.2     | 1.1     |
| Productivité/Tech.     | 2.0     | 1.9     |
| Productivité/Sal. réel | - 0.2   | + 0.8   |
| Emploi                 | - 0.1   | + 0.8   |

La croissance, en elle-même, dépend principalement des facteurs suivants :

- le progrès technique, déjà évoqué;
- la disponibilité du capital et son coût : l'épargne doit être durablement abondante, les taux d'intérêt inférieurs en valeur réelle au taux de rentabilité moyen des investissements nouveaux;
- l'importance des infrastructures;
- la qualité de la stratégie des entreprises et de leur organisation du travail.

A cet égard, l'approfondissement du marché intérieur est la base essentielle d'une croissance durable de l'économie européenne, surtout s'il s'accompagne d'une politique de grands réseaux d'infrastructures, d'actions plus sélectives et plus fortes de recherche et de diffusion de l'innovation, du soutien à la diversification des petites et moyennes entreprises.

La relation entre croissance et emploi dépend, en plus d'une politique active du marché du travail, du coût du travail et, notamment, du coût du travail non qualifié. L'allègement des charges indirectes pesant sur les salaires peu qualifiés constitue, en tout état de cause, une bonne orientation.

Les USA et le Japon créent plus d'emplois dans les services que la Communauté Européenne. Pourquoi ? Essentiellement parce que la productivité du travail est plus forte en Europe.

Si l'on compare productivité dans les services et productivité dans l'industrie, on observe :

- que la première est supérieure à la seconde de 13% en Europe;
- que la seconde est inférieure à la première de 12% au Japon, de 7% aux USA.

Conclusion : nous pouvons, sans baisser les salaires, créer davantage d'emplois dans les services.

- \* Les moins qualifiés ont vu leur capacité concurrentielle remise en cause par les effets conjoints de l'ouverture des frontières et de l'avènement d'équipements automatisés à productivité élevée.
- \* "Le travail n'est pas une vulgaire marchandise"  
(Ph. d'Iribane)
- \* L'existence de traditions nationales diverses (facteurs sociaux et culturels)
- \* Limiter la pression du marché à ce qui est socialement acceptable.

**LES POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL**  
**DOIVENT ÊTRE REORIENTÉES**

- . En moyenne, dans les politiques nationales du marché du travail, on consacre insuffisamment de moyens pour aider les chômeurs à se réinsérer sur le marché du travail. Toutes les monographies le montrent. Le simple graphique ci-joint l'illustre en indiquant le nombre d'agents des services de l'emploi pour 1000 chômeurs.
- . Or, il faut un personnel très qualifié et disposant de temps pour assister chaque demandeur d'emploi, surtout s'il s'agit de personnes peu qualifiées. Et celles-ci constituent la part la plus importante des chômeurs.
- . Manque de moyens, certes, mais aussi orientation déviée des politiques de l'emploi sous la pression du chômage massif et des contraintes qu'il exerce sur les priorités des services de l'emploi.
- . La hiérarchie des objectifs doit être rétablie : tout jeune qui sort de l'école et toute personne qui perd son travail doit bénéficier d'un audit de qualité des services de l'emploi. Après quoi, la priorité doit être donnée, selon le cas,
  - ou à un emploi disponible,
  - ou à une activité de transition, de caractère d'intérêt public, comme l'atteste le succès de nombreuses expériences dans nos pays,
  - ou à un stage de formation adapté à la situation du demandeur d'emploi.
- . Les analyses montrent, à l'évidence, l'importance de l'éducation et de la formation pour renforcer la flexibilité du marché du travail et pour assurer une meilleure égalité des chances à tous les jeunes. C'est pourquoi devrait être étudiée l'idée d'un chèque-formation assurant à chacun, tout au long de sa vie, un crédit minimal d'heures de formation. Des formules existent dans certains de nos pays. C'est un sujet prioritaire pour le dialogue social au niveau européen.

## ORIENTATIONS POUR LE RENOUVEAU ECONOMIQUE DE L'EUROPE

### 1. Maintenir le cap vers l'Union Economique et Monétaire

#### Une monnaie unique

- . consolide le marché intérieur et permet une compétition loyale et fructueuse;
- . renforce l'attractivité pour les investissements communautaires et hors communautaires et, d'une manière générale, stimule l'épargne nécessaire pour financer les grands projets d'infrastructures;
- . permet d'influer positivement sur le système monétaire international pour plus de stabilité et moins de ces spéculations qui engendrent instabilité et incertitude.

#### Pour cela, il convient de

- . retrouver le chemin de la convergence qui permet d'accroître le taux de croissance et la création d'emplois dans l'ensemble de la Communauté : c'est un jeu à somme positive;
- . situer les politiques nationales et les stratégies des entreprises dans une perspective crédible, claire et lisible et, à cet effet, faire fructifier le marché intérieur;
- . réconcilier la construction européenne avec les aspirations des citoyens, en montrant les avantages à attendre du développement de la Communauté, en étendant ces avantages aux autres pays européens et, notamment, à ceux de l'Est et du Centre, qui offrent de vastes potentialités de croissance au bénéfice de tous.

-2-

2. Une Communauté ouverte et solidaire dans le Monde

- . La Communauté doit continuer à oeuvrer en faveur d'une conclusion rapide de l'Uruguay Round, d'un accord équilibré, c'est-à-dire portant sur tous les problèmes actuellement non résolus.
- . Cet accord doit déboucher sur la création d'une organisation mondiale du commerce adaptée à la globalisation des marchés et des stratégies d'entreprise.
- . Cette organisation doit être fondée, sans dérogation aucune, sur l'esprit et les pratiques du multilatéralisme. Elle doit inscrire son action en fonction des autres paramètres de l'économie mondiale : l'évolution des monnaies, l'orientation des flux financiers, la prise en charge équitable des charges de la politique de l'environnement, le progrès social auquel tous ont droit, selon un processus graduel et compatible avec le progrès économique.

3. Une coopération accrue en matière de recherche et de développement

- . Se fixer un objectif de 3% du Produit National Brut pour les ressources affectées à la recherche-développement et à l'innovation (contre 2% actuellement);
- . Concentrer les actions communautaires sur ce qui peut apporter une plus-value par rapport aux politiques des Etats membres et des entreprises;
- . Créer, au niveau européen, avec l'appui des actions communautaires, des cadres de coopération entre nos entreprises, pour mettre en oeuvre l'innovation et adapter les processus de production.

4. Un réseau performant d'infrastructures de transports et de télécommunications

- . En permettant la circulation plus rapide et moins onéreuse des personnes, des biens et des services, on renforcera la compétitivité de l'économie européenne;
- . Les réseaux constitueront un apport inestimable pour l'aménagement du territoire et la cohésion économique et sociale;

- . Se fixer un objectif à dix ans pour stimuler les industries européennes (transport, bâtiment, travaux publics...) engagées dans la conception et la réalisation de ces infrastructures : un objectif de 30 milliards d'Ecus par an constitue un minimum réaliste (tous financements confondus).

5. Un espace commun de l'information : la révolution technologique qui s'amorce

- . Vers une économie décentralisée servie par une main d'oeuvre correctement formée et un foisonnement de petites et moyennes entreprises coopérant entre elles;
- . Pour cela, créer en Europe des "infrastructures européennes de l'information", véritable réseau sanguin de l'économie de demain, le moyen de stimuler nos entreprises de l'information (télécommunications, informatique, fibres optiques...) par la perspective d'une offre importante et s'étalant, elle aussi, sur plusieurs années. Un investissement initial de 5 milliards d'Ecus est nécessaire pour aboutir ensuite à un programme annuel de 5 à 8 milliards d'Ecus par an;
- . Créer des filières européennes de formation pour ces nouveaux métiers et encourager le travail à distance (dans l'industrie de l'information elle-même, pour l'éducation, pour la médecine, pour les services sociaux, l'environnement, la gestion des ensembles urbains..., mais aussi pour la lutte contre les grands fléaux contemporains : les maladies, l'usage de la drogue, la criminalité).

6. Une adaptation profonde des systèmes d'éducation

- . Apprendre à apprendre tout au long de la vie; combiner le savoir et le savoir-faire;
- . Développer chez chacun les capacités d'autonomie et d'innovation;
- . Créer un droit individuel à la formation tout au long de la vie (chaque jeune recevrait un chèque formation lui permettant d'accéder à des cycles d'éducation ou d'adaptation de ses connaissances).

#### 7. Vers un nouveau modèle de développement

- . La prise en compte de l'environnement permettra de créer de nombreux emplois;
- . La taxation des ressources naturelles rares permettra d'alléger l'imposition excessive du travail, d'où plus de compétitivité pour l'économie européenne;
- . Les gains nouveaux de productivité doivent être consacrés à l'amélioration de la qualité de la vie et à la création de nouveaux emplois; c'est la conception dynamique du partage du travail, en augmentant l'offre d'emplois pour couvrir de nouveaux besoins d'ordre qualitatif, lesquels offrent un champ considérable et encore mal exploré, sinon mal connu.

#### 8. Des politiques plus actives de marché du travail

- . Priorité à l'offre d'un emploi ou d'une activité, ou encore d'une formation utile à chaque personne qui se présente sur le marché du travail;
- . Ne pas retarder les mutations technologiques ou économiques, mais au contraire, les prévenir et les traiter en temps utile;
- . Accroître la qualité et l'importance des services ou agences de l'emploi pour fournir une aide efficace à chaque personne privée d'emploi (dépenses passant pour la Communauté de 0,1% à 0,5% du PNB).

## MERCAT INTERIOR EUROPEU: PRIMERA AVALUACIO

722

### INTRODUCCIO

L'any 1957 es va signar a Roma al Tractat Constitutiu de la Comunitat Econòmica Europea. L'objectiu primer d'aquest tractat era la creació d'un mercat comú. Per assolir aquest mercat comú europeu es va establir un aranzel exterior comú i es van suprimir tots els aranzels intracomunitaris. Concretament, el juliol de 1968, amb 18 mesos d'antelació sobre el calendari establert en el propi Tractat, es van suprimir els drets de duanes interiors i els contingents aranzelaris entre els sis Estats membres originaris.

Com a conseqüència d'aquest desmantellament aranzelari, el comerç intracomunitari va augmentar considerablement, com també la productivitat de l'economia dels països de la CE. Tanmateix, la conjugació d'un augment d'un nou proteccionisme i de la multiplicació de normes tècniques va contribuir a la compartimentació dels mercats a principis dels anys 80. Concretament, alguns Estats membres especialment afectats per la crisi econòmica que va seguir als dos xocs petrolífers de 1974 i de 1980, havien recorregut a mesures de protecció per preservar el seu mercat d'un augment de la competència mundial.

Davant d'aquesta situació, els Estats membres i les institucions comunitàries van percebre, a mitjans dels anys 80, que o bé s'assolia un autèntic mercat interior europeu, amb la coherència, els instruments i les institucions que aquest implica, o bé s'acceptava perdre qualsevol possibilitat de ser competitiu en un termini mitjà, amb els grans competidors econòmics internacionals de la Comunitat: els Estats Units i el Japó.

Així, la idea de l'espai sense fronteres, a realitzar abans de l'1 de gener de 1993, va ser progressivament elaborada per la Comissió presidida pel senyor Delors. El resultat de les seves reflexions figuren en el "Llibre Blanc sobre l'assoliment del mercat interior" que va ser

abans de la Conferència intergovernamental on es va adoptar l'Acta Única Europea. Aquest *Llibre Blanc* constitueix un vast programa que preveu l'adopció per etapes, dins el període 1985-1993, d'unes 280 propostes necessàries per assolir el mercat interior.

Amb la publicació del *Llibre Blanc* l'any 1985, la nova Comissió presidida per Jacques Delors, va donar un gran cop en constatar que hi havia massa retards acumulats quant a la realització del mercat comú, i que encara existien massa obstacles per a l'assoliment d'aquest mercat comú sense fronteres.

Aquest nou impuls donat pel *Llibre Blanc* al 1985, va ser plasmat políticament i reconegut jurídicament a l'Acta Única Europea, signada el febrer de 1986 i va entrar en vigor l'1 de juliol de 1987.

L'Acta Única Europea, que és la primera reforma general dels Tractats Constitutius de les Comunitats Europees, es va fixar com objectiu central per al futur d'aquestes la realització del mercat interior europeu l'any 1993. Concretament, en el nou art. 8 a es diu: "*La Comunitat adopta les mesures destinades a l'establiment progressiu del mercat interior en el transcurs d'un període que acaba el 31 de desembre de 1992...i sens perjudici de les altres disposicions del present tractat.*"

*El Mercat interior implica un espai sense fronteres interiors, en el qual la lliure circulació de mercaderies, persones, serveis i capitals està garantida d'acord amb les disposicions del present tractat."*

El *Llibre Blanc* de la Comissió, no només va servir de base per al mercat interior, sinó que una declaració adoptada en la conferència intergovernamental esmentada anteriorment, fa d'ell el principal document de referència per circumscriure l'àmbit d'aplicació del nou article 8 a del Tractat. Concretament diu: "per l'article 8 a, la conferència desitja traduir la voluntat política ferma de prendre abans de l'1 de gener de 1993 les decisions necessàries per a la realització del mercat interior i més particularment les decisions necessàries per a l'execució del programa de la Comissió tal com figura en el *Llibre Blanc*".

La fixació de la data del 31 de desembre de 1992 no creava efectes jurídics automàtics, sinó que només corresponia a un objectiu polític: el de suprimir per a aquesta data, el conjunt de les traves a la

lliure circulació provocades per les disparitats de reglamentació nacionals.

Cal assenyalar, però, que la noció de mercat interior introduïda per l'Acta Única Europea és més àmplia que la del mercat comú, introduïda pel Tractat CEE, atès que aquella comporta, no només la realització integral de les llibertats fonamentals enunciades en el Tractat CEE, és a dir, la lliure circulació de béns, de persones, de serveis i de capitals, sinó també la realització de les altres polítiques comunes previstes per l'Acta Única Europea, concretament dins l'àmbit de la cooperació en matèria econòmica i monetària.

### **EL PROGRAMA ESTABLERT EN EL *LLIBRE BLANC*:**

Malgrat que la Comunitat Europea és avui l'àrea econòmica més poblada del món, després de l'Índia i la Xina, com també la primera potència comercial del món i la segona potència quant a Producte Interior Brut, lleugerament inferior als Estats Units, no constitueix encara una unitat europea. L'any 1985, quan es va aprovar el *Llibre Blanc* sobre la realització del mercat interior europeu, es pretenia eliminar gradualment i al llarg d'una sèrie d'anys un conjunt de barreres que fragmentaven el mercat i que impediien que el mercat europeu constituís una veritable unitat de mercat, i que, per tant, assolís una dimensió plenament competitiva. L'objectiu final era que aquesta eliminació pogués augmentar el creixement econòmic, el desenvolupament tecnològic i, per tant, reduir la dependència de l'exterior. El *Llibre Blanc* era el mitjà que havia de facilitar aquests objectius.

L'objectiu establert en el *Llibre Blanc* està dividit en tres parts:

- L'eliminació de les fronteres físiques;
- L'eliminació de les fronteres tècniques; i
- L'eliminació de les fronteres fiscals.

L'eliminació de les fronteres físiques: significa la supressió dels controls interfronterers i de les restriccions físiques per a la

mobilitat de les persones i béns. Aquestes fronteres creen al ciutadà la impressió que es troba en un mercat no integrat. A més, l'existència de normes veterinàries, fitosanitàries i d'estandards diferents creen un impediment real al consum i són veritables barreres proteccionistes.

L'eliminació de les fronteres tècniques: fa referència a les traves existents en diferents sectors, com són el dels vehicles automòbils, els productes farmacèutics, l'alimentació o la construcció, com a conseqüència de la disparitat existent entre les normes tècniques dels Estats membres.

Altres sectors, com ara el dels transports, el financer i el de les tecnologies noves, són claus perquè augmenti l'eficiència del mercat de capitals mitjançant la desregulació dels mateixos.

Finalment, l'eliminació de les fronteres fiscals, està relacionada directament amb les dues anteriors. Té per objectiu unificar les estructures i els tipus vigents, a fi i efecte de no crear distorsions en els intercanvis intracomunitaris. La seva finalitat serà gravar una operació intracomunitària com si es tractés d'una transacció nacional.

Diversos estudis han tingut com objectiu copsar les conseqüències d'aquest mercat. Un dels principals estudis que s'han realitzat per tal d'avaluar aquestes conseqüències és l'Informe Cechinni de l'any 1987, que quantifica els beneficis de la construcció del mercat interior i els costos de la no-Europa.

L'Informe Cechinni, malgrat haver estat criticat per realitzar una quantificació excessivament microeconòmica, avalua en 200.000 milions d'ecus anuals, al voltant de 30 bilions de pessetes i un 5% del PIB comunitari, els beneficis de la constitució del mercat interior. Alhora, es crearan 2 milions de noves ocupacions sense polítiques d'acompanyament i els preus disminuiran al voltant d'un 6%.

Si més no, els efectes microeconòmics immediats que es desprenen de l'obertura de les fronteres són els següents:

- pel que fa al consumidor: l'accés a preus més baixos, una oferta creixent i una millora de la qualitat; i
- quant al productor: un augment de les economies d'escala, un aprofitament de la capacitat productiva, un augment de la

competència i una millora de la innovació.

Així, l'eliminació dels obstacles físics facilitarà, tant la lliure circulació de persones, com el comerç intracomunitari reduint costos administratius. Aquesta reducció tindrà efectes sobre l'augment de l'especialització, com a conseqüència de la millora dels termes d'intercanvi (disminució dels preus d'importació).

Entre les disposicions aprovades en aquesta línia cal fer esment de la supressió del règim de trànsit comunitari i la supressió del Document Administratiu Duaner a partir de l'1 de gener de 1993.

L'eliminació dels obstacles tècnics, la liberalització dels serveis i el lliure accés als mercats, fins ara reservats al sector públic, facilitaran els intercanvis, augmentaran la competència, milloraran l'assignació dels recursos i, conseqüentment, també milloraran l'eficiència i la racionalització. La millora de l'eficiència en el mercat de capitals no significa un augment dels fluxos, sinó una diversificació de les facilitats, les millores en la informació i en la intermediació. En aquesta línia, cal esmentar la segona Directriu bancària de desembre de 1989 que contempla la directriu que liberalitza els moviments de capitals. Els principis de la segona Directriu bancària són la llicència única i el reconeixement mutu pels quals tindran el mateix tractament les entitats de crèdit residents que les no-residents, a més del control per part del país d'origen. Aquests principis obliguen a millorar les condicions que ofereixen les institucions financeres per tal de no perdre quota de mercat i, per tant, milloren l'eficiència.

La lliure circulació de capitals, en vigor a l'Estat espanyol des de febrer de 1992, és un requisit indispensable per assolir la Unió Econòmica i Monetària. La necessitat de fer convergir les economies dels diferents Estats membres és un primer pas per reduir els marges de fluctuació de les diferents monedes fins fer desaparèixer totalment el risc de canvi a què ara es troben sotmesos els intercanvis intracomunitaris i que representen un cost suplementari a totes les transaccions.

Malgrat la valoració positiva que cal fer de l'Informe Cechinni, se li fa una crítica important i és l'oblit de les consideracions distributives. L'Informe no té en compte com es repartirà el cost de l'ajustament, la qual cosa podria reduir els avantatges microeconòmics. Aquesta situació ha fet que es fes un èmfasi especial en el procés de

cohesió econòmica i social. L'espai econòmic ha d'anar acompanyat d'un espai social que tingui en compte la distribució equitativa dels guanys que es desprenen de l'assoliment del mercat interior. Per tant, cal dibuixar un model de diàleg social i reforçar la cohesió econòmica i social, entès com un procés de convergència, dels nivells de desenvolupament i d'igualtat de les situacions en els mercats de treball. Cal dinamitzar el potencial endogen de les regions més endarrerides, mobilitzant els recursos propis de la regió mitjançant els Fons estructurals o Fons de Cohesió i millorant els nivells de formació i d'infrastructures.

## **EL MERCAT INTERIOR EUROPEU: SITUACIÓ ACTUAL**

### **INTRODUCCIÓ:**

El programa establert en el *Llibre blanc*, per a l'assoliment del mercat interior europeu, ha estat entès com una etapa essencial de la integració econòmica i política de les Comunitats Europees. La realització d'aquest programa en el termini de set anys ha estat una empresa extraordinària, no només atesa la seva magnitud i la complexitat dels treballs realitzats, sinó també el nombre d'experts que ha calgut mobilitzar i, sobretot, el gran esforç legislatiu que han dut a terme els Estats membres per assegurar la transposició nacional dels actes reglamentaris comunitaris.

Si bé es cert que els avenços realitzats per assolir aquest mercat interior han estat molt grans, encara manca prendre algunes decisions importants i, a més, els Estats membres estan trobant inconvenients a l'hora d'aplicar les decisions que ja van ser adoptades.

Cal assenyalar que, l'1 de gener de 1993, data per a l'assoliment del mercat interior europeu, no és solament un punt d'arribada, sinó que també representa el punt de partida per fer efectiu el funcionament d'aquest mercat.

La Comissió de les Comunitats Europees ha considerat urgent definir una estratègia de vigilància rigurosa i un diàleg permanent amb els Estats membres per tal d'assegurar els fonaments de les realitzacions actuals del mercat interior i la seva efectivitat plena en

els ciutadans i els operadors econòmics comunitaris.

## **L'ASSOLIMENT DEL MERCAT INTERIOR EUROPEU. ESTAT ACTUAL**

En l'Acta Única Europea es va establir l'objectiu d'assolir, en el decurs d'un període que va finalitzar l'1 de gener de 1993, un espai sense fronteres interiors, el mercat interior europeu, el qual s'ha aconseguit, pel que fa a les mercaderies, als serveis i als capitals, en línies generals. Per contra, la lliure circulació de persones encara no s'ha assolit; la supressió del control d'identitat sobre les persones és un objectiu que s'haurà d'aconseguir durant l'any 1993 perquè el mercat interior sigui un veritable espai sense fronteres internes.

Caldrà, doncs, que es realitzin treballs importants per assegurar aquesta supressió dels controls d'identitat sobre les persones, sobretot tenint en compte que tots els altres controls lligats a les mercaderies i als capitals van desaparèixer el propassat dia 1 de gener de 1993.

### **I. La lliure circulació dels serveis i de les mercaderies**

Cal assenyalar que, en l'estat actual d'assoliment del mercat interior, encara queden alguns dossiers pendents de realització en l'àmbit dels serveis i de les mercaderies, com ara el dret de marques, el dret de societats i la fiscalitat d'empreses. Aquests dossiers, malgrat ser molt importants, no són determinants per a la supressió dels controls a les fronteres.

D'altres, en canvi, sí que poden crear dificultats importants en l'assoliment del mercat interior; convé esmentar:

**La fiscalitat indirecta.** Encara que tots els textos de principi, relatius a la reorganització de la fiscalitat indirecta, van ser adoptats, encara subsisteixen problemes puntuals per a productes o serveis determinats, com ara els objectes d'art, els béns d'ocasió i el transport terrestre de viatgers (el Consell "transports" del propassat 19 de juny va arribar a un acord quant a la fiscalitat dels transports per

carretera);

**Els béns i les tecnologies de doble ús.** Els treballs segueixen en el si del Consell;

**Les substàncies radioactives.** A l'igual que en l'apartat anterior, el Consell encara està treballant sobre aquest tema;

**El mercat del plàtan.** El nou règim d'importació i l'organització comuna de mercats en el sector dels plàtans, no seran efectius fins el mes de juliol. Mentrestant, la Comissió ha autoritzat a França i Gran Bretanya, a títol excepcional, a restringir la lliure pràctica dels plàtans-dolar amb la condició que aquestes restriccions no es tradueixin en controls a la frontera;

**El cabotatge per carretera.** Un cop solventats els problemes que es van plantejar en l'àmbit fiscal, el Consell "transports", del passat 19 de juny, va arribar a un acord en relació a la liberalització del cabotatge de mercaderies per carretera. Aquest acord, que possibilita el total assoliment del mercat interior en aquest sector, preveu una liberalització completa del cabotatge a partir de l'1 de juliol de 1998. Fins aleshores, s'augmentarà progressivament el contingent d'autoritzacions comunitàries que passarà de les 18.530 unitats actuals a 30.000 a partir de l'1 de gener de 1994 i s'incrementarà després, a raó d'un 30% anual, a partir de l'1 de gener de 1995.

## **II. La lliure circulació de persones**

Pel que fa a la lliure circulació de persones, cal assenyalar que s'ha realitzat un gran progrés quant a les mesures necessàries per assegurar la llibertat d'establiment dels ciutadans de la Comunitat, el seu dret de residència i el reconeixement de diplomes.

Encara és necessari, però, dur a terme treballs importants per assegurar la supressió dels controls d'identitat sobre les persones. Aquests controls d'identitat subsisteixen per dues raons fonamentals:

- Tots els Estats creuen necessària l'adopció de determinades mesures legislatives o administratives per poder suprimir aquest control a les fronteres. Malgrat això, en primer lloc, més de la meitat dels Estats membres encara no han ratificat la Convenció de Dublin, sobre la determinació de l'Estat membre responsable d'una demanda d'asil; en segon lloc, el projecte de convenció sobre el franquejament de les fronteres exteriors no ha estat signat encara a causa del problema de Gibraltar i, finalment, la redacció de la convenció sobre el sistema d'informació europeu entre les policies està patint retards.

- No obstant això, la raó més important és que tres Estats membres (Gran Bretanya, Dinamarca i Irlanda) no accepten la interpretació que la Comissió dóna de l'article 8 a del Tractat CEE. Aquests tres Estats membres, encara que accepten que els ciutadans de la Comunitat tinguin el dret a franquejar lliurement les fronteres internes, no estan d'acord amb que els nacionals de països tercers tinguin els mateixos drets; tot i que aquesta distinció impliqui la necessitat de realitzar també verificacions sobre els ciutadans comunitaris.

Tanmateix, nou dels dotze Estats comunitaris van signar els *Acords de Schengen* (Acord entre els governs de la Unió Econòmica del Benelux, de la República Federal Alemanya i de la República Francesa relatiu a la supressió gradual dels controls a les fronteres comunes de 1985. Conveni complementari signat el 19 de juny de 1990. Acords d'adhesió de nous Estats als acords signats al 1985) que preveuen l'abolició de les fronteres físiques en el seu territori a partir de l'1 de setembre de 1993 i de l'1 de desembre per a les fronteres en els aeroports. Queden fora dels Acords Irlanda, Dinamarca i el Regne Unit.

Els *Acords de Schengen* regulen també els aspectes claus de les mesures d'acompanyament necessàries per a l'obertura de fronteres, com són, la política migratòria, el dret d'asil, la lluita contra el terrorisme, el tràfic de drogues o el crim organitzat.

Amb l'entrada en vigor dels *Acords de Schengen*, se suprimiran els controls a les fronteres interiors entre els nou Estats participants, completant totalment la lliure circulació de persones en la quasi totalitat del territori comunitari.

Cal assenyalar que, actualment aquests Acords estan bloquejats

degut a la postura francesa. El govern francès condiciona el seu vist i plau a què els Estats membres intensifiquin i reforcin els controls a les fronteres exteriors de la CE i concretament considera un obstacle la manca de rigidesa d'aquests controls a Itàlia i a Grècia i la política envers les drogues que du a terme el govern dels Països Baixos.

### **III. La uniformització dels règims d'importació**

La Comissió ha presentat al Consell una sèrie de propostes en vista a la uniformització dels diferents règims d'importació, els quals impliquen la supressió d'unes 6.000 restriccions nacionals residuals.

El Consell encara no s'ha pronunciat sobre aquesta qüestió. No obstant, subsisteix actualment, quant a les propostes esmentades anteriorment, una situació de bloqueig a la importació d'un gran nombre de productes, principalment originaris dels països de l'Europa de l'est.

Encara que aquesta situació no implica necessàriament problemes pel que fa a la llibertat de circulació en la Comunitat, el cert és que alguns Estats membres, per poder mantenir les seves importacions tradicionals provinents dels països tercers, han actuat independentment violant obertament els reglaments comunitaris en vigor i creant un mercat desordenat en àmbits determinats.

## **LA SUPRESSIÓ DELS CONTROLS A LES FRONTERES**

Després de l'1 de gener de 1993, amb la supressió dels controls a les fronteres intracomunitàries, s'ha posat de manifest que encara no s'ha assolit plenament el mercat interior. Així, per exemple a Gran Bretanya es realitzen controls policials sobre els animals de companyia.

A més, un nombre determinat de queixes, encara que limitades, han estat comunicades als serveis de la Comissió. Aquestes queixes, que no afecten el fet que la situació general es pot considerar com a satisfactòria, se centren principalment en els temes següents:

-Algunes administracions de policia o de duanes utilitzen les prerrogatives en els àmbits de la lluita contra la droga o el control d'identitat de les persones per mantenir les condicions, anteriors a l'1 de gener del 1993, en el franquejament de les fronteres o per continuar els controls, amb la mateixa intensitat que abans, a la proximitat de la frontera.

-Alguns documents d'acompanyament de determinades mercaderies són controlats pel sols fet de creuar les fronteres i d'altres continuen essent exigits per l'administració.

-Es manté l'obligació d'utilitzar els aeroports reservats al trànsit internacional en vols privats intracomunitaris.

Actualment, la Comissió està en contacte amb els Estats membres per intentar resoldre aquests problemes, de manera no contenciosa, sempre i quan estiguin relacionats amb el transport de mercaderies. No obstant això, si és necessari s'obriran procediments d'infracció.

## LA POSADA EN MARXA DE NOVES MESURES COMUNITÀRIE

La supressió dels controls a les fronteres suposa la confiança mútua entre els Estats membres.

Aquesta confiança mútua depèn de tres elements indissociables:

**L'aplicació dels actes comunitaris dins els Estats membres.** Aquesta aplicació es refereix a la transposició jurídica i sobretot a l'aplicació efectiva d'aquests actes.

Els serveis de la Comissió Europea procedeixen periòdicament a l'examen de l'estat de transposició de les mesures del *Llibre Blanc* sobre l'assoliment del mercat interior europeu en els respectius ordenaments jurídics dels Estats membres. El proppassat 14 de juny, en el seu darrer informe, la Comissió va assenyalar que la situació per Estat membre era la següent:

|                       | Mesures<br>transposades | Derogacions | Mesures<br>no transposades | Sense<br>objecte |
|-----------------------|-------------------------|-------------|----------------------------|------------------|
| Dinamarca             | 197                     | 0           | 11                         | 7                |
| Itàlia                | 191                     | 0           | 20                         | 4                |
| Regne Unit            | 189                     | 1           | 19                         | 6                |
| Bèlgica               | 184                     | 0           | 25                         | 6                |
| França                | 178                     | 0           | 32                         | 5                |
| Portugal              | 177                     | 2           | 34                         | 2                |
| Luxemburg             | 174                     | 0           | 33                         | 8                |
| Països Baixos         | 173                     | 0           | 36                         | 6                |
| <b>Estat espanyol</b> | <b>172</b>              | <b>2</b>    | <b>38</b>                  | <b>3</b>         |
| Irlanda               | 167                     | 1           | 41                         | 6                |
| R.F.d'Alemanya        | 166                     | 0           | 43                         | 6                |
| Grècia                | 159                     | 2           | 49                         | 5                |

Les mesures del *Llibre Blanc* que ja estan jurídicament en vigor són 258 (el nombre de mesures adoptades és major però l'entrada en vigor és progressiva i, per a alguns Estats membres, el termini per a la seva transposició encara està en curs), de les quals 215 necessiten ser transposades.

Atès el retard que hi ha quant a la transposició de les mesures comunitàries en alguns Estats membres, la Comissió ha obert uns 200 procediments d'infracció. Això no significa, però, que els retards siguin tan nombrosos atès que en alguns casos les mesures nacionals de transposició poden haver estat adoptades sense ser correctament comunicades a la Comissió.

A títol d'exemple cal assenyalar que, només en l'àmbit de l'article 30 del Tractat CEE,<sup>1</sup> relatiu a la lliure circulació de mercaderies, durant l'any 1993 es van presentar 200 procediments d'infracció. A més, la quantitat de transposicions de les directrius del *Llibre Blanc*, que al mes de desembre era de l'ordre del 81%, va baixar al 69% al mes de gener, principalment per l'entrada en vigor d'un gran nombre de directrius noves. Cal assenyalar que, afortunadament aquest percentatge ha augmentat considerablement durant els darrers mesos.

### **L'organització de la cooperació entre els Estats membres**

<sup>1</sup> Article 30 del Tractat de Roma: "Sense perjudici de les disposicions que segueixen, queden prohibides entre els Estats membres les restriccions quantitatives a la importació i, també, totes les mesures d'efecte equivalent".

**i la Comissió.** En aquest sentit, cal assenyalar que la Comissió va constituir, el propassat mes de desembre, el Comitè consultiu de coordinació per al mercat interior, que estarà encarregat de vetllar per l'assoliment del mercat interior i pel seu funcionament correcte. A més, la Comissió també ha establert una sèrie de xarxes telemàtiques, concretament les xarxes duaneres (SID), fiscals (VIES) i veterinàries (ANIMO), i actualment s'està preparant un programa per a la gestió comunitària de les llicències per a la importació i l'exportació introduïdes en aplicació de mesures de la política comercial comuna (SIGL).

**El desplegament d'una estratègia d'informació i de comunicació.** Per tal de contribuir a la transparència de les regles comunitàries i a la seva aplicació uniforme en tots els Estats membres.

A més, tenint en compte la situació quant a l'assoliment del mercat interior i amb l'objectiu de reforçar la confiança en la construcció europea, la Comissió ha decidit dur a terme les accions següents:

- Donar prioritat a l'assoliment del mercat interior al 100% (95% de les disposicions estan, però, considerades per la Comissió com efectivament aplicades), amb una atenció particular a la lliure circulació de persones, que constitueix el signe més evident per al ciutadà de l'existència d'aquest mercat.
- Fer funcionar el millor possible el que ja existeix.
- Treure les conseqüències del mercat interior en l'àmbit extern, concretament dotant la Comunitat europea d'instruments de defensa comercial eficaços i adequats.
- Conservar el dinamisme del mercat interior més específicament per a la normalització (com element de competitivitat de les empreses), i també incorporant a aquesta normalització el factor qualitatiu.
- Progressar en la realització de les xarxes europees d'infraestructures i reforçar la coordinació i la compatibilitat dels esforços emprats a nivell dels diferents organismes afectats (fons estructurals, fons de cohesió, crèdits tradicionals

del pressupost, Banc Europeu d'Inversions, fons europeu d'inversió).

- Rellançar la dimensió social del mercat interior.
- Millorar l'entorn del medi fiscal a favor de les empreses

## **CONCLUSIONS**

Malgrat els progressos considerables i el gran reconeixement de l'èxit aconseguit en l'assoliment del mercat interior, els problemes subsisteixen en l'àmbit de les mercaderies.

L'objectiu d'una transposició completa de les normes i el retard en l'àmbit del control d'identitat de les persones, justifiquen que la Comissió centri els mitjans de la seva política al voltant dels cinc eixos següents:

**Supressió dels controls a les fronteres.** La Comissió se centrarà, en primer lloc, a solucionar els problemes que puguin aparèixer atesa la supressió dels controls a les fronteres. Això implica, continuar els procediments d'infracció per la no-transposició de totes les directrius lligades a la supressió dels controls a les fronteres.

També, s'avaluaran i es tractaran, tan ràpid com sigui possible, totes les queixes presentades en aquest àmbit i, a més, es farà un seguiment permanent del funcionament del mercat únic.

**Estratègia de gestió del mercat únic.** La Comissió establirà una estratègia de gestió del mercat únic, comproment tant la Comunitat com els Estats membres. Se centrarà en l'intercanvi d'experiències, la cooperació entre les administracions, les accions d'informació i les negociacions amb els països tercers.

**Transparència en la tasca realitzada sobre el mercat**

**interior.** La Comissió continuarà assegurant una transparència, cada cop més gran, en el conjunt dels treballs realitzats en l'àmbit del mercat interior mitjançant, principalment, la realització d'un informe anual.

**Estratègia de comunicació.** Es realitzarà una estratègia de comunicació per posar a diposició de tothom, incloent-hi els països tercers, les informacions necessàries per obtenir un bon coneixement de les noves regles comunitàries.

Finalment, la **responsabilitat en el pla internacional.** La Comunitat ha de continuar amb les responsabilitats que li incumbeixen en el pla internacional. En aquest sentit, la Comissió presentarà al Consell les propostes que calguin, sobretot dins el marc dels resultats de la Ronda Uruguai del GATT.